

REGION DE CORSE

DELIBERATION N° 90/112 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE donnant délégation au bureau pour arrêter la répartition des crédits alloués par l'Etat dans le le cadre du plan d'urgence pour les lycées

SEANCE DU 14 DECEMBRE 1990

L'an mil neuf cent quatre vingt dix, et le quatorze décembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : MM.

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Henri ANTONA, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Jean BAGGIONI, Dominique BALDACCI, Jean-Baptiste BIAGGI, Dominique BIANCHI, Antoine BIGGI, Dominique BUCCHINI, Paul BUNGELMI, Jean CASTA, Pierre-Philippe CECCALDI, Denis CELLI, Joseph-Antoine CHIARELLI, Charles COLONNA, Jean COLONNA, Laurent CROCE, Albert FERRACCI, Jules-Laurent FERRANDI, Jean GAFFORY, Sauveur GANDOLFI-SCHEIT, François-Marie GERONIMI, Charles LEONELLI, Toussaint LUCIANI, Dominique MARI, Emile MOCCHI, François MOSCONI, Jules-Paul NATALI, Alain ORSONI, Ange PANTALONI, Paul PATRIARCHE, François-Dominique PELLONI, François PIAZZA ALESSANDRINI, Pierre-Timothée PIERI, Paul-Donat POLI, Jérôme POLVERINI, Pascal POZZO DI BORGIO, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Marc VALERY, Xavier VILLANOVA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean-Louis ALBERTINI à M. François PIAZZA ALESSANDRINI
M. Pierre-Jean ALBERTINI à M. Paul BUNGELMI
M. Antoine CANIONI à M. Albert FERRACCI
M. Joseph-Ferdinand CHIARELLI à M. Jean COLONNA
M. Antoine GAMBINI à M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT
M. Ours Ange Pierre GRIMALDI à M. Jean CASTA
M. Joseph MARIOTTI à M. Jules-Paul NATALI
M. Michel STEFANI à M. Dominique BUCCHINI

ETAIENT ABSENTS : MM.

Alexandre ALESSANDRINI, Léonard BATTESTI, Marcel FEYDEL, Jacques FIESCHI, Paul GIACOBBI, Antoine-Louis LUISI, Jean MOTRONI, Louis Ferdinand de ROCCA SERRA, Max SIMEONI, Fernand VINCENTELLI.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 - VU** la loi n° 82.214 du 2 mars 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : organisation administrative,
 - VU** la loi n° 82.659 du 30 juillet 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : compétences,
 - VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
 - VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- SUR** rapport du Président de l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport oral de M. Jean BAGGIONI, Vice-Président délégué,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

DONNE délégation au bureau pour arrêter la répartition des crédits alloués par l'Etat, dans le cadre du plan d'urgence pour les lycées, compte tenu des propositions qui seront transmises à la Région de Corse et au Rectorat par le Comité de la Vie Lycéenne.

ARTICLE 2 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Région de Corse.

AJACCIO, le 14 Décembre 1990

Pour copie certifiée conforme
à l'original
Le Secrétaire Général,

PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

J.D. PIANELLI.

Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA.